

Déclaration Finale de l'Atelier Campagne pour les Villes de Classe Mondiale pour Toutes et Tous

Maputo, le 7 Mai 2010

Les participants à l'Atelier Campagne pour les Villes de Classe Mondiale pour Toutes et Tous, rassemblant

- les membres du Conseil International de StreetNet, (organisation forte de 385 622 membres de 37 affiliés issus de 33 pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine);
- les Représentants des fédérations syndicales mondiales (*IBB, UITA, UNI, ISP, FIOM*) et les Représentants de la SATUCC;
- les Représentants des vendeurs de rue et de marché de l'Afrique du Sud et du Mozambique, réunis les 6 et 7 Mai, à Maputo, au Mozambique, ont adopté la déclaration suivante:

"Rien pour nous sans nous !"

Le Commerce de rue n'est pas un crime. Pour ceux qui sont nés dans l'économie de survie, avec des opportunités limitées en éducation et en formation, le commerce de rue offre la chance d'avoir un revenu de base, nourriture et abri pour sa famille. La grande majorité des vendeurs de rue sont des femmes, luttant pour leur survie dans les zones urbaines marginalisées, et dont le premier but dans la vie est d'élever leurs enfants avec dignité et avec le plus soin qu'elles peuvent fournir.

L'augmentation en nombre des personnes engagées dans la vente de rue est une conséquence de la privatisation et aussi une réponse à la crise financière mondiale. Les vendeurs de rue dans les pays en développement et en transition sont dans un processus de construction des organisations démocratiques qui peuvent représenter leurs intérêts auprès des municipalités et gouvernements nationaux et auprès des organisations internationales, telle que le BIT. StreetNet International, créée en 2002, cherche à renforcer les organisations nationales et à les représenter au niveau international. (Voir la Résolution et la Conclusion de la Conférence de l'OIT de 2002 sur le Travail Décent et l'Economie Informelle).

Les vendeurs de rue ont élaboré une base de revendications qui les unissent dans le monde entier. Les gouvernements, que ce soit au niveau national ou municipal, devraient reconnaître la valeur économique et sociale du commerce de rue et adapter les normes réglementaires, les plans de développements urbains, les programmes de développements de petites entreprises, la sécurité, les services de l'eau, assainissement et récollette d'ordures pour prendre en compte les besoins des vendeurs de rue. Les vendeurs de rue à travers les systèmes formels ou informels sont soumis au paiement des taxes. Si un bon système de régulation responsable et transparent est mis en place, les vendeurs de rue peuvent contribuer mais, en retour, les vendeurs de rue devraient avoir droit à des services fournis par l'Etat.

Les vendeurs de rue sont des travailleurs et en tant que tel ont droit à un emploi décent en ce qui concerne l'espace de travail, à la protection sociale, y compris les assurances santé et accident, les **droits** des maternités, les allocations d'invalidité, les services de garderies pour ses enfants et les pensions de retraite. Ces droits ne sont pas des rêves! Ils peuvent être réalisés si les gouvernements et les autorités municipales sont créatifs, débrouillards et développent des mécanismes pour le dialogue social et la négociation avec les organisations des vendeurs de rue.

C'est la raison pour laquelle, l'une des revendications fondamentales de StreetNet est de mettre en place des forums de négociations au niveau municipal ; ce sera le point focal de la campagne à partir de maintenant jusqu'à la Journée Africaine, le 25 Mai.

Les jeux organisés par la FIFA en Afrique du Sud étaient annoncés comme une opportunité pour toute l'Afrique, spécifiquement pour créer des emplois, des logements sociaux et améliorer les transports publics en Afrique du Sud. Cet atelier a entendu des témoignages sur comment le Comité Local d'Organisation de la FIFA a créé des zones d'exclusion autour des stades, des *fan parks* et des

places de visualisation publique, où seules les organisations officielles de sponsoring sont autorisées à vendre. Où est-ce que cela nous amène-t-il ? Où sont les opportunités de bénéfice des jeux de la FIFA pour les Sud Africains, les communautés de Réfugiés et migrants?

Quelques municipalités en Afrique du Sud ont réexaminé cette décision et cherché à créer des espaces pour les vendeurs de rue, mais ceci a été fait à cause de la pression concertée des organisations de vendeurs et seulement dans peu de cas et très tard. Ce sont les entreprises transnationales, les organisations officielles de sponsoring qui sont autorisées à faire du commerce près des stades, et leurs commerces ne seront pas bénéfiques aux pauvres africains mais au capital mondial.

Cet atelier exige:

(1) Que les villes sud africaines hôtes s'engagent avec les organisations de vendeurs de rue, représentant quelques unes des plus pauvres et plus marginalisées des communautés urbaines pauvres, pour leur donner des opportunités de commerce et soutien qu'ils le méritent.

(2) Que les gouvernements au niveau national et municipal acceptent la mise en place des forums de vendeurs en vue de développer des politiques et programmes qui soutiennent les vendeurs de rue et leur fournissent des services de protection sociale.

(3) Que les futures accords de la FIFA, et particulièrement les jeux de la FIFA prévus au Brésil en 2014, fournissent des facilités spécifiques pour permettre aux vendeurs de rue, à travers leurs organisations, de bénéficier des opportunités de commerce que les jeux de la FIFA offrent et de mettre en place des forums de négociation dans toutes les villes qui accueillent les jeux .

Rien pour nous sans nous! Maputo, le 7 Mai

Qu'est ce que la Campagne de Villes de Classe Mondiale pour Tous et Toutes?

La Campagne de WCCA a été lancée au Siège de COSATU en 2007, par StreetNet International, et d'autres organisations du pauvre urbain, y compris les habitants des bidonvilles, des communautés de migrants et des réfugiés. Ayant à l'esprit la Coupe du Monde de FIFA en Afrique du Sud en 2010, son but est d'aider à créer une plus grande prise de conscience au niveau international sur la nécessité de repenser la planification des développements urbains et des services afin de soutenir activement les besoins et les intérêts des travailleurs de l'économie informelle et créer vraiment des Villes de Classe Mondiale pour Toutes et Tous.

Les gouvernements hôtes des événements sportifs internationaux cherchent à faire de la publicité de leurs villes d'accueil comme des Villes de Classe Mondiale qui sont capables d'attirer les investisseurs étrangers ; pour moderniser leurs infrastructures; **une circulation routière aisée**; et pas de gens pauvres visibles et pas de problèmes sociaux. Les autorités municipales tentent «de rendre propres les rues» à travers des programmes de clairances des bidonvilles, ce qui augmente souvent le nombre des sans abris, déloge ou déplace les vendeurs de rue et disperse les enfants de la rue, les vagabonds et les prostitués. De telles politiques aboutissent à de grandes concurrences pour le peu d'opportunité de vie qui reste, et aboutissent aussi par conséquent à augmenter les attaques de xénophobie contre les communautés des immigrés.

La Campagne WCCA cherche à la fois à organiser et améliorer la coordination entre les groupes les plus marginalisés de la société urbaine et canaliser et soutenir leurs revendications auprès des autorités municipales. La campagne a un regard particulier sur l'égalité des chances, car ce sont les femmes qui ont moins d'espace de représentation, et qui sont plus vulnérables à perdre leurs moyens de subsistance, en tant que vendeuses de rue, ou ont besoin de protection contre la traite des êtres humains ou les attaques de xénophobie.

La campagne pour les Villes de Classe Mondiale pour Toutes et Tous a aussi été lancée en Inde, dans le contexte des jeux de *Commonwealth* en 2010. Les leçons tirées de 2010 seront utilisées pour d'autres campagnes et dans le cadre des jeux de FIFA 2014 au Brésil.